

L'international :

sous toutes les latitudes

Rencontres Sciences Po / Sud Ouest

Joschka Fischer

Un grand-oral exceptionnel

Relations Internationales

1^{ère} Université d'été,

22-26 JUIN 2010

Recherche

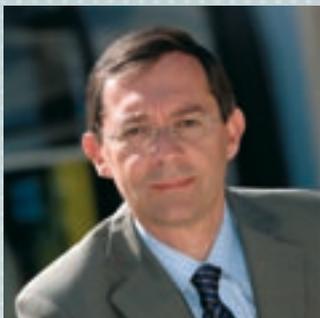
UN CONSORTIUM
POUR COMPARER :

L'ECPR
fait l'Europe
de la science
politique

Un parcours au crible



IEDG :
Le soleil se lève à l'Est



Édito

Par Vincent HOFFMANN-MARTINOT,
directeur de Sciences Po Bordeaux

L'appel du large

Par commodité de langage et pour aider à la « bonne lecture » d'une institution comme la nôtre, nous avons coutume de segmenter nos différentes activités : recherche, internationalisation, offre de formation, professionnalisation... Pour pratique que soit cette approche, elle présente l'inconvénient de sa lisibilité : à trop vouloir enfermer dans des rubriques, toutes fonctionnelles qu'elles soient, on risque de perdre de vue la cohérence de l'ensemble de l'édifice.

Il se trouve que le hasard de la mise en page et du traitement éditorial de notre actualité éclaire d'une lumière homogène ce présent numéro d'Extension[S]. Le point commun entre la plupart des articles que vous pouvez lire, dans les pages qui suivent, tient en un mot : international. Les différents colloques scientifiques que nous allons accueillir dans les huit prochains mois sont placés sous le sceau de l'ouverture sur l'extérieur. Bien évidemment (et on s'étonnerait du contraire) c'est le lot de la première Université d'été en Relations internationales créée par Dario Battistella et Bertrand Badie à la fin juin 2010. Organisée conjointement par Sciences Po Paris et Sciences Po Bordeaux, sous le haut patronage de la Fondation Nationale des Sciences Politiques et de son président, Jean-Claude Casanova, cette manifestation s'annonce déjà comme un événement scientifique de toute première envergure. Tout aussi prometteur, le grand colloque historique sur « Villes et culture sous l'Occupation », voulu et conçu par notre collègue professeur d'Histoire contemporaine Françoise Taliano-des Garets qui œuvre intensément par ailleurs pour les « Rencontres Sciences Po / Sud Ouest », programmé début décembre 2010, est d'une rare originalité. Il réunira des chercheurs du monde entier, avec le soutien de notre centre de recherche SPIRIT. Entre ces deux manifestations, encore une fois, le Centre d'Etude d'Afrique Noire, contribuera par la richesse de ses travaux, à une nouvelle expertise, sous forme d'une autre rencontre de chercheurs, du 6 au 8 septembre 2010.

À ces travaux, s'ajoutent toujours des formations proposées aux étudiants français et étrangers (parcours de Master avec l'Université de l'Amitié des Peuples à Moscou ; programme intégré avec la Caraïbe, etc.). Cette ouverture au monde qui fait que nous accueillons autant d'étudiants étrangers (voire plus) que nous n'envoyons d'étudiants français à l'étranger, est aussi une formidable (et inépuisable) source d'enrichissement mutuel. Il suffit, pour s'en convaincre,

de se promener dans les couloirs de l'Institut : c'est une joyeuse Babel qui s'offre aux oreilles. Pour le bonheur de toutes et de tous.

Tous ces événements, tous ces faits, synonymes d'ouverture scientifique et culturelle, contribuent à renforcer la notoriété internationale de Sciences Po Bordeaux. Ce n'est sans doute pas un hasard, dans ces conditions, si la principale institution européenne en science politique, l'ECPR (European Consortium for Political Research) nous a annoncé, officiellement, que l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux a été retenu pour accueillir la 7ème conférence générale de cette organisation, à la rentrée 2013. Près de trois mille participants sont attendus pendant cinq jours pour cette première édition en France. Au-delà de la fierté légitime qui peut être collectivement la nôtre, j'y vois une reconnaissance incontestable de la notoriété de notre établissement, dans un de ses champs scientifiques (c'est loin d'être le seul), la science politique. Je mesure aussi l'ampleur du challenge qui se présente à nous désormais... Mais je sais, aussi, combien je pourrais compter sur l'implication de toute la communauté de Sciences Po Bordeaux pour la pleine réussite de cet événement.

Maintes et maintes fois revendiquée par les étudiants en formation, par toutes celles et tous ceux qui nous interrogent dans les salons et autres rencontres d'information, l'internationalisation peut très bien n'être qu'un « label » (au mieux) ou une « incantation » (au pire). Sciences Po Bordeaux a longtemps considéré qu'il était préférable d'en « instiller » à tous les niveaux, dans tous les interstices de l'offre de formation, plutôt que de sacrifier aux effets d'affichage. Depuis quelques années, par les Filières intégrées, par le développement des parcours à forte connotation internationale, par l'apport scientifique d'excellents spécialistes chez nos enseignants et chercheurs, le choix a été fait d'une plus grande visibilité de la dimension internationale.

On ne s'en plaindra pas, mais on ne s'en contentera pas. Tant il est vrai que la réponse à l'appel du large n'est pas comprise comme une fuite en avant, mais bien plutôt comme l'occasion de renforcer le projet qui est le nôtre : mieux former ici pour mieux appréhender l'ailleurs.



SOMMAIRE

4 **CHRONIQUE** ✓

HUIT TABOUS BORDELAIS ET UN HISTORIEN

5 **RENCONTRES SCIENCES PO BORDEAUX / SUD OUEST** ✓

Alain Aspect : la physique quantique au menu

6 **PLUS VALUE** ✓

Geneviève CANTEGRIL :

Elle concourt au bon fonctionnement du CPAG

7-10 **DOSSIER** ✓

SCIENCES PO BORDEAUX :

Le territoire des sciences de l'homme et de la société

11 **UN PARCOURS AU CRIBLE** ✓

IEDG : Le soleil se lève à l'Est

12-13 **RECHERCHE** ✓

UN CONSORTIUM POUR COMPARER :

L'ECPR fait l'Europe de la science politique

14 **TRAJECTOIRE** ✓

Jean-François Verdier

Sur le chemin d'un grand commis de l'état

15 **AU RYTHME DU MONDE** ✓

Programme France-Caraïbe

Une filière de formation atypique et spécialisée

16 **AU RYTHME DE SCIENCES PO BORDEAUX** ✓

AUSONE CONSEIL vise le label « junior-entreprises »

Directeur de la publication :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT
Comité de lecture :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Didier CHABAULT,
Emmanuel NADAL, Jean PETAUX
Coordination : Jean PETAUX
Rédaction en chef :
Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »
Edition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »
Maquette & Mise en page : Thierry PIERS
Photos : Laurent WANGERMEZ - Fotolia
Impression : Imprimerie Laplante, Mérignac
N°ISSN : 1635-3102
Date de publication : 18 février 2010



SCIENCES PO BORDEAUX
11, Allée Ausone - Domaine universitaire
33607 PESSAC - CEDEX
Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 37 45 37
www.sciencespobordeaux.fr
j.petaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945, portant création des Instituts d'Etudes Politiques.

Le texte ci-dessous est la quasi-intégralité de l'Introduction de l'ouvrage « Les tabous de Bordeaux » écrit par Hubert Bonin, professeur d'Histoire économique à Sciences Po Bordeaux. Pour des commodités de mise en page, l'abondant appareil de notes infra paginales mobilisé par l'auteur n'a pas été reproduit ici. Le titre de la Chronique n'est pas d'Hubert Bonin.

HUIT TABOUS BORDELAIS ET UN HISTORIEN

Cet ouvrage ne se veut ni un « pamphlet » ni un « brulot » journalistique ou politicien, mais seulement un « essai » ou une suite d'essais, et donc une contribution aux débats qui animent (voire agitent, parfois) la cité girondine. Il s'agit encore moins de « régler des comptes » avec qui ou quelque institution que ce soit, ni de préparer une quelconque candidature municipale, dès lors que la sérénité de la vie arachonnaise aux Abatilles suffit à procurer plénitude et joie. Mais un enseignant-chercheur à Sciences Po Bordeaux et à l'Université de Bordeaux, qui plus est un historien, se doit de temps à autre de relier passé et présent et donc de participer à la fonction d'analyse critique qui est celle de « l'intellectuel ». Or les historiens et les politistes, chacun dans leur branche de réflexion, se heurtent tous au fameux phénomène des « tabous ». Il est devenu banal

de parler de tabous à propos de pans de l'Histoire qui auraient été peu étudiés, cachés ou tout simplement « oubliés » parce que « l'idéologie dominante », le « savoir commun », « l'opinion commune », voire la vulgate de la culture officielle construite par la Cité à l'échelle nationale ou locale ont contribué à « effacer » des fractions de l'Histoire de la mémoire générale. Des sujets deviennent donc tabous parce que leur réalité n'est pas conforme à la vision que nombre de gens en ont, parce qu'elle devient « gênante » même, parce qu'ils ne s'inscrivent pas dans l'état de la « demande sociale » à tel ou tel moment. L'on a de plus en plus conscience, depuis des livres fameux des années 1970-1990, que l'histoire est largement élaborée sur la base de « croyances », qu'elle est le fruit de « représentations » - d'où d'ailleurs dorénavant la naissance d'une histoire des représentations - et d'une quête de légitimation. On sait que « l'historicité » suit plusieurs cheminements sans que la redoutable « vérité historique » puisse être rejointe aisément, sinon au prix d'une capacité aiguë de discernement face aux « cadres sociaux de la mémoire ». et au relatif empirisme qui préside à la construction de la mémoire d'une ville - ou, plus largement, d'une nation, quand l'on cède aux usages politiques de la mémoire en l'instrumentalisant, avec la « tentation récurrente de mobiliser les ressources cognitives, argumentatives, symboliques » de la mémoire à des fins de légitimation du pouvoir ou de renforcement de l'unité nationale - et l'on devient « victime des impensés de sa propre pensée ».

Il ne faut pas céder au mythe de la « conspiration » : le plus souvent, en effet, ce sont des opportunités politiques qui ont créé une « situation » spécifique dont le résultat a été une perception tronquée du passé, notamment quand des régimes politiques jeunes (comme notre propre III^{ème} République) ont façonné le socle de la « culture civique » autour de « mythes fondateurs », de la re-

cherche d'une « unanimité » mémorielle artificielle.

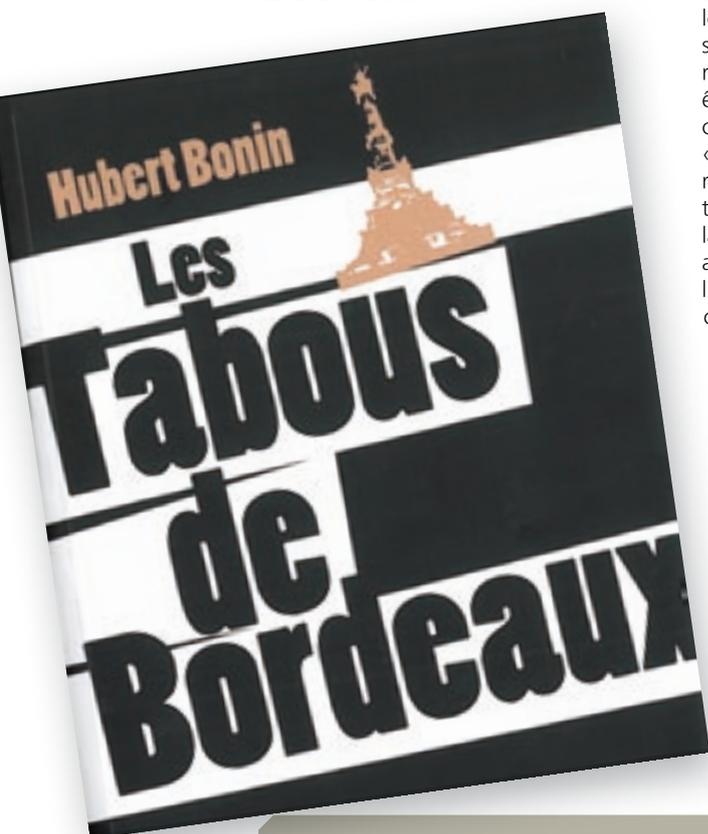
(...) Dans cet essai sur les tabous bordelais, il ne s'agira pas, hélas, de sexe - encore que des tabous sexuels bordelais mériteraient à coup sûr une encyclopédie... -, mais tout simplement des enjeux de la « mémoire » et plus généralement encore de ce qui constitue le « capital culturel » de la cité girondine.

(...) Nous avons sélectionné huit thèmes qui nous ont paru ouvrir la voie à de mini-débats sur la mémoire, la perception, les lieux communs, les polémiques, l'image de marque : nous avons bien conscience que cette liste est arbitraire et, peut-être, des propositions seront-elles effectuées par les lecteurs de cette édition... Ajoutons que cette suite d'essais n'entend trancher sur aucun de ces thèmes car il serait de notre part prétentieux de « faire la morale », de donner des leçons (d'histoire), de réécrire l'Histoire à nous tout seul et de prétendre clore cette histoire par ces quelques dizaines de pages. D'ailleurs, au-delà de nos propres recherches et réflexions, nous utiliserons surtout (en les citant) les recherches conduites par nos collègues qui ont bien fait progresser nos connaissances depuis une quinzaine d'années. Conçu comme un aiguillon pour « titiller » les esprits, cet ouvrage suscitera des débats, et nous sommes ouverts à la discussion : chacun pourra nous joindre par Internet [www.hubertbonin.com]. Nous sommes prêts également à accueillir des précisions, des faits et données supplémentaires, pour enrichir notre base documentaire et notre processus analytique. ■

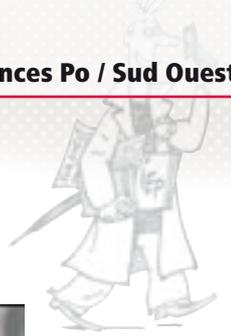
Hubert BONIN

Hubert Bonin explore, dans son ouvrage, huit tabous bordelais. Ils constituent autant de chapitres de l'ouvrage :

1. Bordeaux et la traite des Noirs ; 2. Bordeaux et l'Occupation ; 3. Le « système Chaban » ; 4. Bordeaux n'est plus un grand port ; 5. Le modèle économique du vin de Bordeaux : la chute des tabous ? ; 6. Les Chartrons sont morts : un épuisement stratégique et entrepreneurial ? ; 7. Sud Ouest en questions ; 8. Culture : le tabou des rêves de grandeur.



BONIN (Hubert), *Les tabous de Bordeaux*, Le Festin, Bordeaux, mars 2010, 20 €.



Alain Aspect

La physique quantique au menu

Les occasions sont rares d'écouter à Sciences Po Bordeaux un imminent spécialiste de physique quantique « nobélisable ». Il ne faut donc pas bouder ce plaisir, a fortiori lorsque l'invité des Rencontres Sciences Po / Sud Ouest du 1er avril 2010, Alain Aspect, vous explique les subtilités de sa science comme on dévoile une recette de cuisine.

Avec pédagogie et gourmandise, Alain Aspect, 62 ans, directeur de recherche au CNRS et professeur à l'École Polytechnique, nous a fait partager son quotidien de chercheur à l'Institut d'optique de Palaiseau. Originaire d'Astaffort et gascon dans l'âme, le récipiendaire de la médaille d'or du CNRS a nourri son appétence scientifique sur les bancs de l'école communale, mu par une curiosité insatiable et « *la volonté de comprendre* ». Pour définir sa discipline, Alain Aspect vous plonge dans l'infiniment petit. « *La physique quantique regroupe les théories qui décrivent le monde à l'échelle microscopique. Il s'agit de l'ensemble des compétences physiques et mathématiques qui nous permet de rendre compte de la matière* ». Et d'expliquer de manière accessible à un public de profanes ses travaux sur « *l'intrication quantique* » qui lui ont valu la reconnaissance de ses pairs et qui pourraient déboucher un jour peut-être sur un « *ordinateur quantique* » à la puissance de calcul exponentiellement plus forte que ceux d'aujourd'hui. « *D'ores et déjà, sans la physique quantique, il n'y aura pas eu les transistors puis le laser* » précise le physicien. Celui qui travaille également sur le refroidissement des atomes par laser n'a de cesse de militer pour la recherche fondamentale, dont les éventuelles applications ne se traduiront que dans

plusieurs décennies. « *C'est en repoussant chaque jour les limites du questionnement que certains apporteront demain des réponses que nous sommes incapables de fournir aujourd'hui* » explique en substance cet ardent défenseur des « *programmes blancs* ». Il s'agit de sujets de recherche librement choisis par les chercheurs eux-mêmes, et non imposés par les financeurs, en l'occurrence le Gouvernement pour ce qui concerne la France.

Un militant de la cause scientifique

« *J'ai fait partie de ceux qui ont défendu cette idée auprès du Président Nicolas Sarkozy. Cela s'est traduit par une enveloppe budgétaire dont la moitié est consacrée à ce type de programmes* » précise Alain Aspect. « *Je regrette en France le manque de continuum entre la formation, l'entreprise et l'Etat. Aux USA, ces liens sont plus interactifs* » poursuit l'inlassable militant scientifique qui ne rate jamais une occasion d'œuvrer pour la bonne cause. « *Quelle que soit leur étiquette, je rencontre les politiques aussi souvent que nécessaire pour faire avancer des dossiers* ». Avec tous les protagonistes concernés, dont Alain Boudou, Président de l'Université de Bordeaux de Bordeaux 1, il a défendu auprès



Alain Aspect

d'Alain Rousset, Président du Conseil Régional d'Aquitaine, le projet de création d'un Institut d'optique à Bordeaux. Celui-ci devrait voir le jour en 2014. Il est avec le projet de laboratoire Neurosciences et le doublement de la superficie des locaux de Sciences Po Bordeaux, l'un des trois grands projets dans lequel la Région Aquitaine, grâce à son président tout récemment réélu, s'investit pleinement. 2014 : une année à laquelle l'invité des Rencontres Sciences Po / Sud Ouest sera peut-être Prix Nobel de Physique, puisque son nom circule dans les couloirs de Stockholm. Un sujet que l'intéressé évite d'aborder « *par superstition* », un mot étonnant dans la bouche d'un physicien qui avoue néanmoins, au-delà du calcul et de l'expérience, laisser place à « *l'intuition* » dans ses travaux. Une recette éprouvée dont les graines d'aujourd'hui formeront les fruits de demain... ■

La der de 2010

Paul Virilio, architecte et professeur à l'École Supérieure d'Architecture de Paris, clôture le 15 avril 2010 le cycle des rencontres Sciences Po Bordeaux / Sud Ouest.

Urbaniste, philosophe, essayiste, ce dernier a contribué à définir une notion originale : la dromologie (science de la course). Ce spécialiste de la ville d'aujourd'hui et de demain, passionné par les gens et les lieux, vient de produire une remarquable exposition avec Raymond Depardon intitulée « *Terre natale* » (Fondation Cartier pour l'art contemporain). Son intervention se déroule après la traditionnelle fête des Associations de Sciences Po Bordeaux. Les Rencontres 2009/2010 se terminent. Vive les prochaines !

Joschka Fischer

Témoin et acteur de la vie politique et de la société allemande depuis les années 60, Joschka Fischer a littéralement passionné un public venu en nombre pour assister à cette Rencontre exceptionnelle, le jeudi 8 avril 2010. Exceptionnelle à plus d'un titre : ce fut la première tout en anglais depuis 26 ans (manière de souligner, là encore, l'internationalisation de Sciences Po Bordeaux) et elle a été organisée avec le soutien des partenaires habituels des « *Rencontres* » (« *Sud Ouest* » ; Conseil Général de la Gironde ; CIVB) mais aussi avec le Goethe-Institut et le Consulat général d'Allemagne à Bordeaux. Un concert de l'ensemble « *Festes Baroques* » a prolongé le « *grand-oral* » de J. Fischer.



Geneviève CANTEGRIL

Elle concourt au bon fonctionnement du CPAG

Chef de Service du CPAG (Centre de Préparation à l'Administration Générale), Geneviève Cantegril et son équipe participent très concrètement à la réussite d'un pôle d'excellence de Sciences Po Bordeaux, qui brille depuis des années par ses résultats.

Comment le CPAG fait-il pour conserver un nombre stable « d'admis » alors que le nombre de postes dans la fonction publique ne cesse de diminuer ? Cette question ne figurera jamais dans un sujet d'examen. Elle illustre en revanche l'un des grands défis que le centre de préparation aux concours de Sciences Po Bordeaux doit relever, affichant pour les trois dernières années des performances semblables : 158 admis en 2006, 149 en 2007 et 157 en 2008, en attendant les chiffres 2009* (toutes scolarités confondues). Le challenge est d'autant plus important que les concours visés sont multiples, de la fonction publique hospitalière à celle de l'Etat en passant par les collectivités territoriales (lire encadré). Les pistes d'explication sont nombreuses et ont déjà été évoquées dans ces colonnes : la qualité et la mobilisation des enseignants permanents (70) et le volant d'intervenants spécialisés (20), sans oublier l'expérience de ce « pôle » intégré à l'Institut. Celui-ci est placé sous la responsabilité de Jean-Christophe Lapouble, directeur des études du CPAG et de la formation continue des fonctionnaires. Il englobe également le Centre de préparation à l'ENA, avec Pascal Jan comme directeur. À ce versant pédagogique, il faut ajouter le travail important effectué par le service administratif, placé sous la responsabilité de Geneviève Cantegril.

Un suivi au quotidien

Après ses études supérieures à Toulouse et sa réussite au concours d'entrée dans la fonction publique, elle a effectué ses débuts professionnels à la Préfecture d'Evry dans la région parisienne avant de rejoindre la grande maison de l'Education nationale entrecoupée d'un poste à la Direction Jeunesse et Sports des Yvelines (78). Attachée d'administration scolaire et universitaire, elle a travaillé tour à tour à l'Inspection Académique de l'Essonne, de la Dordogne et de la Gironde avant de prendre ses quartiers à l'Université de Bordeaux 3. Attachée principale depuis 1987, Geneviève Cantegril compte 35 ans d'ancienneté dans l'Administration. Soit une longue expérience qui lui permet d'organiser avec son équipe les nombreuses missions du

CPAG : gestion des candidats (étudiants et formation continue), des enseignants et des intervenants, planning des salles et gros travail de suivi réglementaire au cœur de « la jungle » des concours. « En complément de leur publication en temps et en heure, notre service doit prendre en compte les évolutions de contenu des concours. Elles ont une incidence sur notre organisation puisqu'il faut, en liaison avec notre directeur des études, contacter les enseignants et intervenants aptes à effectuer de nouveaux enseignements. Le CPAG propose ainsi aujourd'hui des formations liées au management, à la gestion des relations humaines et à l'environnement, disciplines qui empiètent sur la culture générale, purement et simplement supprimée pour certains concours » explique Geneviève Cantegril. Cette dernière passe rapidement sur d'autres aspects administratifs (calendrier, inscription, etc.) pour mettre en lumière un volet humain

de conseil auprès des candidats. Cela représente toutes scolarités confondues 300 personnes, qui se subdivisent en plusieurs catégories, dont la Prép'Ena, la Licence d'Administration publique, les étudiants de 5e année, Carrières administratives, les candidats aux concours en formation continue et ceux en cours du soir. Avec le soutien de ses collaboratrices Béatrice Baudelot, Marie-José Di Vita et Annette Nafati, la responsable de l'administration du CPAG doit faire preuve, comme elle le précise, « de souplesse et de rigueur ». Un équilibre qui concourt assurément à la réussite de la structure experte de Sciences Po Bordeaux. ■

* Les chiffres 2009 ne sont pas exhaustifs car les effectifs de certains concours ne sont publiés qu'au printemps. Consultez le site www.cpag.sciencespo-bordeaux.fr



De gauche à droite : A. Nafati, M.-J. Di Vita, B. Baudelot et G. Cantegril.

Des concours qui ouvrent des horizons multiples

Le CPAG prépare des candidats à de nombreux concours. Voici quelques résultats 2008* pour des concours de catégorie A externe. Nous indiquons les fonctions visées et le nombre d'admis (entre parenthèses) : Attaché territorial (37), Instituts Régionaux d'Administration (17), Inspecteur du Trésor (15), Directeur d'hôpital (11), Directeur d'établissement social et médico-social (8), Inspecteur des douanes (7), Ecole nationale de la Magistrature (7)... Le CPAG compte par ailleurs des admis à beaucoup d'autres concours : Attaché territorial de conservation du patrimoine, Inspecteur de la DGCCRF, Inspecteur de l'action sanitaire et sociale, Inspecteur des

impôts, Directeur adjoint Banque de France, Conservateur bibliothèque, Commissaire de police, Officier de gendarmerie, etc. Au total, cela représente une trentaine de concours différents par an environ.

Il faut aussi noter, parallèlement à ceux du CPAG, les excellents résultats de la « Prép'ENA » aussi bien à l'entrée à l'ENA, à l'INET (Administrateur territorial) où 11 lauréats du concours 2009, sur 32 sont issus de Sciences Po Bordeaux ou enfin au concours d'Administrateur de l'Assemblée nationale.

SCIENTES PO BORDEAUX :

Le territoire des sciences de l'homme et de la société

La cathédrale de Coventry (UK) après le bombardement allemand du 14 novembre 1940, symbole du chef d'œuvre architectural détruit pendant l'une des deux guerres mondiales.

Au fil des différents colloques, séminaires, rencontres scientifiques et autres universités d'été qui rythment la vie de Sciences Po Bordeaux, se dessine plus qu'un portrait en creux d'une institution qui se veut au carrefour des sciences humaines, de toutes les sciences humaines. La recherche, telle qu'elle se conçoit à Sciences Po Bordeaux, est d'abord une confrontation, dans le sens le plus extensif du terme. Une confrontation épistémologique, pluridisciplinaire, intellectuelle, toujours fructueuse, s'enrichissant des différences des uns et des autres. C'est ainsi que l'histoire, la science politique, les relations internationales, l'exploration de plusieurs aires géographiques et culturelles (les « Afriques » par exemple, ou les « villes ») constituent autant de champs scientifiques fragments du territoire immense des sciences de l'homme et de la société. Nous aurons l'occasion de revenir dans d'autres numéros d'Extension[S]

sur les recompositions à venir de ces différents champs, au sein même de la communauté de Sciences Po Bordeaux, dans le cadre du PRES Université de Bordeaux, retenons, pour l'heure, que de l'Occupation à la Théorie des Relations internationales, à compter de juin 2010 et jusqu'à la fin de l'année les sciences humaines seront reines à Sciences Po Bordeaux.

Sommaire du dossier :

- 8-9 COLLOQUE INTERNATIONAL
Villes et culture sous l'Occupation
- 8-10 PREMIÈRE UNIVERSITÉ D'ÉTÉ EN RELATIONS INTERNATIONALES :
**Le rendez-vous incontournable
des sciences sociales françaises**
- 10 **Congrès des Études africaines en France**

COLLOQUE INTERNATIONAL

Villes et culture sous l'Occupation

Sciences Po Bordeaux sera le théâtre les 3, 4 et 5 décembre 2010 d'un colloque international original. Celui-ci sera consacré aux Villes et culture sous l'Occupation,

avec comme sous-titre, Expériences françaises et perspectives comparées. Porté par Françoise Taliano-des Garets, professeur d'Histoire contemporaine à Sciences Po Bordeaux, avec le soutien de nombreux partenaires (lire encadré), ce projet doit beaucoup également à Pascal Ory, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris I – Panthéon-Sorbonne. Les deux universitaires ont réuni un comité scientifique ad hoc et ont réussi, dans un délai rapide, constituer un plateau d'une quarantaine de communicants issus de différents pays. Des enseignants et chercheurs d'Alger, Beyrouth, Damas, New-York et Séoul interviendront, sans oublier de nombreux spécialistes de France, d'Italie, d'Allemagne et de Grèce, dont l'expertise se niche sur des aspects pointus du sujet. La première journée sera consacrée à la vie culturelle en temps de guerre, dont Françoise Taliano pressent qu'elle a été dynamique. Il suffit en effet de citer Otto Abetz, Gerhard Heller côté allemand, Drieu La Rochelle, Céline, Gallimard, Bra-

sillach, Rebatet, Guitry ou Cocteau côté français pour se souvenir d'acteurs culturels de renom. Pour autant, la prudence de l'historienne bordelaise s'explique par la relative discrétion des travaux scientifiques sur le thème choisi, ce qui donne à cette manifestation une dimension particulière. La question de la vie culturelle pendant cette période sera abordée dans l'Europe occupée -de Vichy à Athènes en passant par Lyon- mais aussi dans les villes de l'empire colonial français. Cette première partie sera également marquée par les musiques et spectacles de 1939 à 1945. Les intitulés des interventions programmées – s'ils ne rappelaient des heures douloureuses – pourraient sembler frivoles, puisqu'il y sera question de jazz, de théâtre, de chant... Mais à l'instar du titre *Entre insouciance et résistance, la musique à Prague pendant l'Occupation* de l'intervention de Didier Francfort, maître de conférence à l'Université de Nancy, la musique et la culture se vivaient différemment d'un camp à l'autre, d'un lieu à l'autre, d'une date à l'autre. « Ces communications permettront de décrypter la stratégie culturelle de l'Occupant et son instrumentalisation. Elles mettront également en lumière les espaces de résistance



Françoise Taliano-des Garets

PREMIÈRE UNIVERSITÉ D'ÉTÉ EN RELATIONS INTERNATIONALES :

Le rendez-vous incontournable des sciences sociales françaises

Connaissez-vous la French Touch en Relations Internationales ? Cette expression pourrait devenir très tendance après la première Université d'été en Relations Internationales de juin 2010 au Palais des Congrès d'Arcachon. Un événement dont la direction scientifique est assurée par Bertrand Badie et Dario Battistella, respectivement professeur des Universités en science politique à Sciences Po Paris et Sciences Po Bordeaux.

La discipline Relations internationales est d'obédience anglo-américaine.

La première édition de l'Université d'été du 22 au 26 juin prochain tentera de démontrer qu'il existe aussi une dimension franco-française en la matière. Un challenge qui nécessite, comme l'explique Dario Battistella, de « fédérer les forces francophones ». Il n'y a aucun esprit cardier dans cette démarche de recherche, totalement universitaire, abstraite et théorique. Cette Université, au nombre limité de participants (une trentaine environ), s'adresse en effet à un parterre d'éminents spécialistes de la question.

Cette initiative, la première du genre, aspire à devenir un rendez-vous incontournable sur l'agenda des sciences sociales françaises. Elle réunira des doctorants et post-doctorants. Des étudiants de Master qui se destinent au doctorat pourront éventuellement se joindre au groupe¹. Des enseignants-chercheurs invités feront le point le matin sur les spécificités de l'approche française dans la discipline, à travers des réflexions d'ordre général théoriques et historiques, d'exemples concrets de programmes de recherches en cours et à partir de points de vue tant français qu'étrangers. Ils se nomment

par des approches comparées, géographiques, politiques et thématiques » explique la responsable scientifique d'un colloque dont la deuxième journée sera réservée principalement au thème Politique (s) et culture(s) urbaine(s) sous l'Occupation.

De Vichy à la vie culturelle dans les ghettos

Ce cycle de conférences abordera les questions d'organisation et de représentation de la culture érigées par le régime de Pétain. Quelles étaient et comment fonctionnaient les institutions culturelles dans la France de Vichy ? Comment les manifestations culturelles et publiques se déployaient-elles ? Quelle a été la stratégie culturelle de la France sous l'Occupation ? Une quinzaine d'interventions sont prévues dont celle d'Hubert Bonin, professeur d'Histoire contemporaine à Sciences Po Bordeaux, qui traitera du *Pillage des œuvres d'art à travers quelques exemples de villes*. Il faut également souligner que François-Charles Mougel, également professeur d'Histoire contemporaine à l'Institut, présidera tout le volet consacré aux Propagandes, fêtes et symboles. Enfin, la matinée du samedi 5 décembre 2010

Ariel Colonomos [CERI Paris], Frédéric Charillon [Clermont-Ferrand], Wolf-Dieter Eberwein [Grenoble], John Groom [Kent], Stéphane Paquin [Sherbrooke], Frédéric Ramel [Paris-XI] et Pascal Vennesson [IUE Florence]. Soit un échantillon représentatif de la fine fleur canadienne, allemande, belge et suisse des Relations internationales dont les interventions seront très pointues. Il suffit de lire les titres de leur communication pour s'en convaincre : « *Les deux registres du normatif et de l'explicatif en RI* », « *Les études de politique étrangère en France* », « *Descartes englouti ? Réflexions tirées de la production doctorale française en RI* », « *Les ONG : partenaires, sous-traitants ou adversaires* », « *Orthodoxe ou hétérodoxe. L'économie politique internationale en France ?* » ou encore ●●●

Un projet fédérateur

Spécialiste de l'histoire du politique et de la culture, Françoise Taliano-des Garets a beaucoup travaillé sur le fait culturel urbain, soit à travers son HDR (Habilitation à Diriger des Recherches), soit à travers des ouvrages (dont celui consacré à Adrien Marquet), soit à travers des programmes de recherche, notamment celui sur les groupes de presse sous l'Occupation. Le thème du colloque *Villes et culture sous l'Occupation* s'est donc construit au fil de réflexions et d'échanges, avec le soutien de SPIRIT*, mais aussi celui du Centre d'études des mondes moderne et contemporain (CEMMC) de l'Université de Bordeaux 3, des Universités Paris I – Panthéon-Sorbonne et Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, de l'Institut historique allemand de Paris (DHIP) et de l'Institut d'histoire du temps présent (IHIP). Un travail d'équipe qui se peaufine et qui trouvera maintenant son point d'orgue en décembre prochain.

* UMR Sciences Po Bordeaux / CNRS / FNSP

viendra clôturer ce colloque avec des communications autour de *Collaboration et Résistance à l'aune de la culture et La vie culturelle dans les ghettos*. Le mot de la fin reviendra à Françoise Taliano-des Garets qui mettra en perspective ce colloque d'histoire rare et donc précieux. « *Pour les historiens de politique culturelle, Vichy n'a pas été une rupture. C'est à l'inverse une continuité entre le Front Populaire et la Libération. Certaines actions condamnables, comme le contrôle sur le cinéma, vont aboutir à la création du CNC* par exemple* ». Une mise en abyme pour montrer que ce colloque recèle une multitude de sujets, d'angles et de perspectives. Il mérite donc d'être suivi

par des experts, des enseignants et des étudiants, mais aussi plus largement par celles et ceux qui s'intéressent à l'histoire, à la culture et à l'Occupation. Profitez-en puisqu'il est ouvert au public ! ■

* Centre National du Cinéma, dont la vocation est de réglementer, soutenir et promouvoir l'économie du cinéma.

Université d'été en Relations internationales

Le French Touch en Relations internationales

Du 22 au 26 juin 2010
Palais des Congrès d'Arcachon

Directeur scientifique : Bertrand Badie & Dario Bettistella

Intervenants :
Ariel Colonomos
Frédéric Charillon
John Groom
Stéphane Paquin
Frédéric Ramel
Pascal Vennesson

SciencesPo. UNIVERSITÉ DE BORDEAUX SCIENCES PO

Programme complet : www.sciencespobordeaux.fr/colloque/relations-internationales/programme.html

Vous pouvez vous inscrire ici :
<http://www.sciencespobordeaux.fr/fr/recherche/ueri.html>

Le rendez-vous incontournable des sciences sociales françaises

(suite)



Professeur des Universités en science politique, Dario Battistella est le responsable du parcours RI de Sciences Po Bordeaux. Auteur de *Théories des relations internationales*, 3^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2009, il est la figure de proue avec Bertrand Badie de la première Université d'été en Relations Internationales organisée à Arcachon du 22 au 26 juin 2010. Plus d'infos sur www.sciencespobordeaux.fr ainsi que sur le site personnel de l'intéressé : www.dariobattistella.fr

••• « *International Relations in France : the European and global context* ».

Une vocation fortement affirmée pour Sciences Po Bordeaux

Les après-midis, des ateliers réuniront les doctorants et de jeunes docteurs pour qu'ils présentent leurs recherches doctorales ou post-doctorales. L'animation de cet espace de travail sera assurée par deux enseignants-chercheurs. L'objectif est ici de créer entre internationalistes français et francophones une dynamique collective qui fait défaut de nos jours, pour cause d'éclatement des différentes institutions d'enseignement et de recherche en relations internationales. Cette Université tient au cœur de Vincent Hofmann-Martinot, directeur de Sciences Po Bordeaux, qui a, d'emblée, soutenu le projet de Dario Battistella et de Bertrand Badie, véritables chevilles ouvrières de cette première édition. Elle confirme, à ses yeux, l'excellence de l'établissement dans cette discipline, qui entend élargir encore sa visibilité, en France comme à l'étranger. Les échanges scientifiques attendus permettront de bien différencier les approches divergentes en Relations internationales aux USA et en France, résumées brièvement par Dario Battistella. « *Les Américains ont une épistémologie*

positiviste, une méthodologie quantitative et une ontologie autocentrée dans le temps et l'espace, sur le présent et leur territoire. Inversement, l'approche française serait plus orientée vers une épistémologie non positive (plus sociologique et plus critique), une méthodologie qualitative (prise en compte des discours, des perceptions, des études de cas) et une ontologie avec une profondeur historique et plus globaliste. C'est ce que j'appelle le French Touch ». Un point de vue qui s'inscrit en parfaite complémentarité avec l'association des internationalistes qui vient de se créer à Paris avec le soutien du Quai d'Orsay. Bertrand Badie, co-directeur scientifique de l'Université d'été, joue un rôle clé dans cette structure qui rassemble plus largement des historiens, des juristes et des géographes. Comme l'indique son site internet, l'association a pour but « *de favoriser des approches spécifiques, des points de vue originaux, qui, à partir de l'espace francophone et dans une perspective résolument comparatiste, donneront du relief aux débats dont ces disciplines sont l'objet au niveau international, et contribueront à en garantir la diversité* ». Une première preuve devrait être apportée en juin 2010, à Arcachon. ■

¹ Clôture le 15 mai 2010

² www.association-des-internationalistes.org

Congrès des Études africaines en France

« Recherches et débats : réinventer l'Afrique ? »

6-7-8 septembre 2010
CEAN

Définies en 2003 par le département SHS du CNRS, un certain nombre de thématiques prioritaires ont donné lieu l'année suivante à la création de RTP (Réseaux thématiques pluridisciplinaires), parmi lesquels l'un d'eux a été dédié aux études africaines.

On rappelle que la formule du RTP est très souple : il s'agit d'un rassemblement de compétences aussi bien collectives qu'individuelles, appartenant à des disciplines différentes, et visant à recenser, regrouper et faire circuler l'information scientifique sur la thématique choisie. Dans le cas des études africaines, il n'est plus besoin de souligner la communauté d'intérêts qui existe entre les chercheurs dits « africanistes », notamment du fait de la spécificité des terrains, des modes d'acquisition des données et de l'acuité des problèmes rencontrés par le continent africain.

La première grande rencontre nationale du RTP Études africaines eut lieu en novembre 2006 autour du thème « État des lieux et des savoirs en France ». Là encore, le mode d'emploi était très ouvert puisque chacun

pouvait proposer un atelier thématique à condition de pouvoir réunir sur le sujet cinq intervenants. C'est ainsi qu'on dénombra 47 ateliers, dont les synthèses sont consultables sur le site <http://www.etudes-africaines.cnrs.fr/ateliers.php>. Cette profusion indiquait l'évidence d'un besoin, celui d'aborder un grand nombre de questions qui n'avaient pas trouvé leur place dans les rencontres conventionnelles.

Quatre ans après, dans la continuité du RTP de 2006, une deuxième rencontre du groupe sera accueillie à Bordeaux. Les liens que le site bordelais entretient avec l'Afrique sont anciens et profonds – quelles qu'en fussent les formes au cours de l'histoire – et tous les chercheurs spécialistes de l'Afrique connaissent le CEAN. C'est cette institution qui sera chargée de l'organisation du congrès, dont la date est fixée aux 6-7-8 septembre 2010.

Compte tenu de son efficacité, le processus de construction de l'événement retenu en 2006 sera repris. Il est donc demandé à tous ceux, sans exclusive, qui souhaitent aborder un sujet précis et nouveau et en coordonner l'atelier, ou à tous ceux qui souhaitent contribuer à une thématique pré-identifiée ci-dessous, de prendre l'attache des organisateurs (rtpafrique2010@sciencespobordeaux.fr, coordination : Chantal Chaussy et Elizabeth Vignati).

Bien que l'idée d'« État des lieux et des savoirs en France » conserve toute sa pertinence, il est suggéré de s'orienter vers :

- Une réflexion sur les OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) dans leur déclinaison africaine, cinq ans avant la date à laquelle ils devaient être atteints, car ils contiennent la plupart des préoccupations des chercheurs en SHS.
- Un retour critique sur le cinquantenaire des indépendances.
- Un réexamen de thématiques classiques (exemples : l'État en Afrique, les classes sociales, la territorialité, les constitutions, la santé publique,...) au regard des évolutions que les sociétés africaines ont connues au cours des vingt dernières années.
- Des questions qui ont fait l'objet d'appels ou de débats évolutifs lors du premier congrès, en particulier sous le titre évocateur de « glissements de terrains », ou encore « représentations et 'inventions' de l'Afrique », subsaharienne, du Nord ou diasporique.



Caroline Dufy, responsable du parcours IEDG

IEDG : Le soleil se lève à l'Est

Anne Gaudin, Directrice des Etudes, et Caroline Dufy, responsable du parcours IEDG, ont participé en février 2010 à Moscou au 50^e anniversaire de l'Université russe de l'Amitié des Peuples (lire encadré). Ce voyage a été l'occasion pour les deux représentantes de Sciences Po Bordeaux de renforcer les liens particulièrement riches entre les deux établissements depuis la création de la formation bi-nationale, en M1 et M2, Intégration européenne et développement global.

De l'eau a coulé sous les ponts de la Garonne et de la Volga depuis l'instauration de cette formation alternée en 2004-2005, seul Master double franco-russe de science politique en France*. « *Ce parcours, original et atypique, a été consolidé et renforcé. Aujourd'hui, il est bien installé et de plus en plus connu* » confirme Caroline Dufy. Celle-ci réunit un contingent d'étudiants français et d'étudiants russes qui suivent alternativement une année de formation à Bordeaux (M1) puis à Moscou (M2). Côté français, ce cursus attire des candidats de tout l'hexagone capables de comprendre couramment un discours russe de style soutenu, d'écrire cette langue dans son style académique et, ipso facto, de passer des examens oraux en Russe. Côté russe, il plaît aux étudiants francophiles qui manient la langue de Voltaire. Au terme de leur formation, cette cohorte franco-russe se destine soit à des fonc-

tions plutôt institutionnelles et politiques (organisations internationales ou non-gouvernementales, relations internationales auprès de collectivités...), soit à des postes dans le secteur privé (responsable commercial, export, activités de conseil...). Une pré-orientation qui s'effectue en 2^e année de Master, via deux options, l'une tournée vers les relations et les organisations internationales, l'autre en lien avec le marketing et l'économie.

La découverte de la Russie in situ

Les étudiants de l'Institut ont tous en commun l'expérience d'une année d'études complète à Moscou. Cette aventure personnelle et collective s'avère d'une grande richesse. Elle constitue le terreau indispensable pour comprendre et analyser le fonctionnement d'un peuple et

d'un territoire fascinant à l'histoire complexe, capable du meilleur comme du pire, et dont les contradictions sont parfois étonnantes. Ainsi, alors que son système académique demeure toujours très fermé, l'Université russe de l'Amitié des Peuples organise et finance une année d'études à Moscou pour une dizaine d'étudiants de Sciences Po Bordeaux de 2^e année d'études qui ne connaissent pas cette langue mais qui ont une forte envie de l'apprendre. Cette « mobilité » doublement exceptionnelle offre donc l'occasion inespérée d'apprendre le russe de manière intensive au cœur du pays. La deuxième promotion de ces étudiants partira lors de la rentrée 2010/2011 et constitue potentiellement des recrues pour le parcours IEDG. Une formation pour qui le soleil se lève à l'Est chaque jour un peu plus... ■

* Avec celui de Sciences Po Paris.

SOUS LE SIGNE DE L'AMITIÉ DES PEUPLES

Fondé le 5 février 1960, l'Université russe de l'Amitié des Peuples s'est appelée Université Patrice-Lumumba, en hommage au combattant africain mort dans sa lutte pour l'indépendance du Congo belge (selon l'appellation de l'époque). L'objectif premier de ce gigantesque établissement était de former les élites des ex-colonies d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, dans des domaines variés (agriculture, sciences, médecine, ingénierie), tout en inculquant les bases doctrinaires afin de propager l'idéologie communiste. Le site servait également de structure de formation technique et sociale aux cadres du pays. Nombre de leaders guérilleros du Tiers-monde y ont fait leurs « humanités » jusque dans les années 80. Aujourd'hui, devenue l'un des plus prestigieux établissements d'enseignement supérieur de Russie, dotée de moyens considérables, l'Université moscovite accueille plus de 13 000 étudiants représentant plus de 450 nationalités issus de plus de 100 pays. Son cinquantième a été l'occasion de réunir dans une première cérémonie tous les partenaires académiques de l'établissement et d'organiser le lendemain au Palais des Congrès du Kremlin une fête réunissant 5 000 invités, avec notamment un spectacle folklorique réalisé par des étudiants des différentes nations représentées.

Une illustration, comme l'explique Caroline Dufy, « de l'esprit d'ouverture, de dialogue, d'échanges culturels de l'Université qui promeut un discours, à l'image de son nom, un discours pacifique et international ». Une

démarche qui doit beaucoup au recteur de l'Université, Vladimir Filippov, francophile et ancien ministre de l'Éducation de la Fédération de Russie.

Fête du 50^e anniversaire, au Palais des Congrès du Kremlin.

L'ECPR fait l'Europe de la science politique

Thibaud Boncourt est doctorant à Sciences Po Bordeaux. Il est l'un des tous meilleurs spécialistes de l'histoire (jeune) de l'European Consortium for Political Research (ECPR), première association européenne de science politique, qui tiendra, pour la première fois en France, son congrès international, à Sciences Po Bordeaux, à l'automne 2013.

EXTENSION[S] : L'ECPR constitue le regroupement de chercheurs en science politique le plus important, non seulement en Europe, mais bien au-delà désormais de par le nombre d'invités non-Européens. Quelles sont les grandes lignes scientifiques de cette association ?

Thibaud BONCOURT : À sa création, en 1970, l'ECPR était clairement affilié à l'une des chapelles théoriques de la science politique : il s'agissait, pour les fondateurs, de contribuer à importer en Europe non seulement les concepts, mais aussi et surtout les méthodes du choix rationnel américain. Au fil des années, la prégnance de cette ligne scientifique s'est cependant faite moindre : la pérennisation de l'ECPR passait par la conquête de nouveaux membres, et cette conquête ne pouvait se faire sans une volonté affichée de représenter la science politique européenne dans toute sa diversité.

Le Consortium a aussi mis, dès l'origine, l'accent sur la promotion de la démarche comparative dans l'étude du politique. Dans l'esprit de ses premiers membres, la compréhension mutuelle

entre politistes européens passait en effet par la mise en perspective internationale de leurs objets de recherche. Institutions, partis, politiques publiques ou comportements électoraux sont autant de domaines très tôt soumis au regard de la comparaison européenne. Les objets se sont depuis multipliés, mais l'insistance sur la dimension comparative reste aujourd'hui toujours très prégnante.

EXTENSION[S] : Pouvez-vous nous rappeler les intentions initiales qui ont présidé à la création de l'ECPR ? Quels sont les pays qui ont été moteurs dans la démarche ?

Thibaud BONCOURT : Outre ses orientations intellectuelles, le Consortium avait un objectif clair : contribuer à créer une communauté de politistes européens. Ceux-ci étaient en effet encore très isolés les uns des autres. Paradoxalement, les quelques rencontres entre politistes européens avaient tendance à se produire sur le territoire américain ! L'ECPR s'est donc donné pour mission de créer une multitude de lieux de socialisation. Ce pouvait être, bien sûr, des lieux de partage de travaux scientifiques : les fameuses Joint Sessions of workshops sont ainsi l'occasion pour plusieurs groupes de chercheurs de discuter en profondeur leurs travaux respectifs durant une semaine entière. Mais le Consortium a aussi mis en place d'autres plateformes d'échange, parmi lesquelles le *European Journal for Political Research* (EJPR), première revue internationale de science

politique, mais aussi l'école d'été de l'Université d'Essex (Royaume-Uni), lieu aujourd'hui réputé de formation des jeunes politistes européens aux méthodes des sciences sociales.

C'est d'ailleurs depuis l'Université d'Essex que toutes ces évolutions ont été pilotées. Et si les politistes français ont longtemps été peu présents dans les activités de l'ECPR, c'est pourtant le français Jean Blondel qui a lancé la dynamique de sa création. Son parcours était, à bien des égards, atypique : avant de prendre la tête du département de gouvernement de l'Université d'Essex, il avait été formé à l'IEP de Paris et avait par la suite exercé son métier d'enseignant-chercheur en Angleterre, au Brésil ou encore aux États-Unis. C'est au cours de ce séjour américain qu'il a été profondément marqué par l'écart, tant intellectuel qu'institutionnel, entre la science politique américaine et son homologue européenne. C'est aussi au cours de ce séjour qu'il a rencontré un autre politiste européen, Stein Rokkan, avec lequel il initiera plus tard, aux côtés de quelques autres (comme le français Serge Hurtig, l'anglais Norman Chester, l'allemand Rudolf Wildenmann, le néerlandais Hans Daalder ou encore le suédois Jurgen Westerstahl) et grâce à l'aide généreuse de la philanthropique Fondation Ford, la dynamique de fondation du Consortium.

EXTENSION[S] : Stein Rokkan est une figure majeure de l'analyse politique comparée et souvent mise à l'honneur au sein de l'ECPR. Peut-on présenter en quelques mots son apport à la science politique ?

Thibaud BONCOURT : L'apport de Stein Rokkan est bien sûr intellectuel, et l'on connaît particu-



Thibaud Boncourt

Thibaud BONCOURT - Bio express...

- **Sujet de thèse** : « L'internationalisation de la science politique : une comparaison franco-britannique » (directeur : Pierre Sadran).
- **Dernières publications** :
 - Une histoire de l'Association Internationale de Science Politique, Montréal, AISP-IPSA, 2009.
 - « Is European political science different from European political sciences? A comparative study of the *European Journal of Political Research*, *Political Studies* and the *Revue Française de Science Politique* 1973-2002 », *European Political Science*, vol. 7, no. 3, 2008, pp. 366-381.
- **Dernières communications** :
 - « Une science politique parmi d'autres : la science politique française dans la structuration d'un champ international (1947 – 1970) », congrès de l'Association Française de Science Politique, Grenoble, 7 septembre 2009.
 - « The birth of the European Consortium for Political Research: interactions between a scientific discipline and a scientific field », congrès de l'Association Internationale de Science Politique, Santiago du Chili, 13 juillet 2009.
 - « La multinationalisation de la science politique : ressorts de « l'internationalisation » d'une science », congrès de l'Association Française de Sociologie, Paris, 17 avril 2009.

lièrement sa fameuse théorie des clivages politiques, élaborée avec Seymour Martin Lipset. L'idée était d'élaborer une grille de lecture permettant la comparaison internationale de systèmes partisans, à travers l'identification de plusieurs grands conflits socioculturels durablement structurants. Souvent réduit à quelques-unes de ses dimensions les plus simples, le modèle est complexe : il s'intéresse aussi bien à la genèse des clivages qu'à la manière dont ces clivages s'institutionnalisent dans un jeu d'oppositions entre partis. La théorie des clivages a connu un grand succès, et les « rokkaniens » sont nombreux. Parmi eux, citons Daniel-Louis Seiler, professeur à Sciences Po Bordeaux il y a encore quelques années. L'apport décisif de Rokkan à la sociologie comparative du politique continue donc de vivre, et il est d'ailleurs célébré tous les ans à travers la remise d'un Stein Rokkan prize à l'auteur d'un apport décisif aux sciences sociales comparatives.

Mais on oublie souvent que l'apport de Rokkan à la science politique n'a pas été qu'intellectuel : l'homme était un véritable entrepreneur institutionnel, et il a beaucoup œuvré pour construire des liens internationaux entre politistes. Acteur capital, au côté de Jean Blondel, dans la création de l'ECPR, il en a été son premier président. Mais il a aussi été vice-président de l'Association Internationale de Sociologie (1966-1970) président de l'Association Internationale de Science Politique (IPSA) (1970-1973) ou encore de l'International Social Science Council de l'Unesco (1973-1977) ! De la part d'un politiste basé dans une université située, comme il le disait lui-même, « à la périphérie de la périphérie » (c'est-à-dire non seulement en Europe, mais aussi en Norvège), une position si centrale a de quoi surprendre !

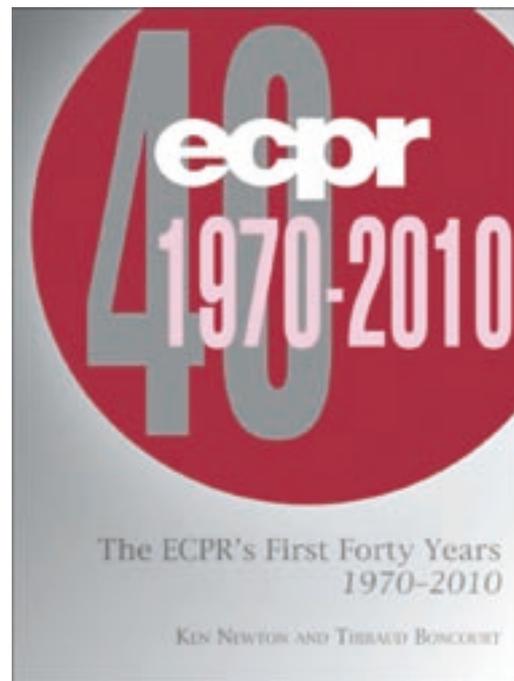
EXTENSION[S] : Longtemps la réputation de l'ECPR a été celle d'un réseau purement anglo-saxon. Désormais on voit bien que la communauté scientifique française, en science politique, s'y investit de plus en plus. Comment expliquez-vous ce changement ?

Thibaud BONCOURT : Il y a sans doute plusieurs raisons à ce regain d'intérêt des politistes français pour les activités du Consortium. Le facteur linguistique joue bien sûr : les jeunes générations actuelles connaissent beaucoup moins que les précédentes la barrière de la langue, et leur regard se tourne donc plus spontanément vers les colloques ou revues internationaux. Mais l'énergie de quelques « passeurs » est également pour beaucoup dans la meilleure percep-

tion par les politistes français des multiples activités du Consortium : des gens comme Vincent Hoffmann-Martinot ici à Bordeaux, Erik Neveu à Rennes ou Bruno Cautrès à Paris ont ainsi œuvré pour rendre plus visibles les événements organisés par l'ECPR.

Ce dernier a lui aussi évolué : au cours des dernières années, la création d'événements scientifiques de grande ampleur comme la conférence européenne de science politique ou la Graduate conference dédiée aux plus jeunes générations a créé un « appel d'air ». En créant des espaces nouveaux, le Consortium est devenu demandeur d'un plus grand investissement des politistes européens – et notamment français – dans ses activités. Cet élargissement a contribué à adoucir son image d'organisation tournée vers l'école du choix rationnel, à laquelle la science politique française est encore très réticente.

Un dernier élément est sans doute pour beaucoup dans la présence croissante des politistes français à l'international : à travers des mécanismes d'évaluation en plein essor, la pression se fait aujourd'hui de plus en plus forte pour que les travaux français s'insèrent dans des dynamiques internationales et œuvrent à leur valorisation à l'étranger. Les comportements changent donc graduellement. Et si ce processus d'internationalisation est lent, il n'en est pas moins, au moins à l'échelle du Consortium, indéniablement visible. ■



SOMMAIRE :

En bon travail historique, l'ouvrage est découpé en cinq grandes périodes chronologiques : la préhistoire du Consortium (1968-70), le rapide succès de ses premières années (1970-76), la consolidation de son assise en termes de membres et de ressources (1976-89), son évolution notamment suite au développement de la science politique en Europe de l'Est (1989-99) et sa récente diversification à travers la multiplication de ses activités (2000-2010).

SOMMAIRE :

- Preface : p. v
- Introduction and Acknowledgements : p. vii
- Prelude : p.1
- 1970-1976: An Explosion of Activities : p.7
- 1976-1989: Consolidation and Growth : p.21
- 1989-1999: Growth and Expansion : p.39
- 2000-2010: A Fresh Burst of New Activities : p.55
- Selected Reading : p.67

Références de l'ouvrage

BONCOURT Thibaud et NEWTON Ken, *The ECPR's first forty years 1970-2010*, Colchester, ECPR Press, 2010, 69 p. Paru le 23 mars 2010, distribué par l'ECPR (hors circuit librairies).

De : LUCIANO BARDI [<mailto:bardi@sp.unipi.it>]

Envoyé : dimanche 28 mars 2010 12:50

À : Vincent Hoffmann-Martinot

Objet : General Conference Bordeaux 2013

Prof. Vincent Hoffmann-Martinot
Director of Sciences Po Bordeaux
11 allée Ausone Domaine universitaire
33607 Pessac Cedex/ France

Dear Vincent,

In its meeting of 26 March 2010, the ECPR's Executive Committee discussed Sciences Po Bordeaux' declaration of intention to organise the 2013 ECPR General Conference. I am very pleased to inform you that the EC's response was very positive and that its decision was to assign the organisation of the 2013 GC to Sciences Po Bordeaux. Niilo Kauppi and Jonas Talberg, our General Conference Portfolio holders in the ECPR EC, and Louise Soper, the member of ECPR Central Services responsible for General Conferences, will get in touch with you in due course to start the process that will lead to Bordeaux 2013. With my best wishes for what I am convinced will be a very successful event.

Luciano

Luciano Bardi
Chair - European Consortium for Political Research

Texte du mail que le président de l'ECPR, Luciano Bardi, a adressé à Vincent Hoffmann-Martinot, le dimanche 28 mars 2010, pour lui annoncer que Sciences Po Bordeaux a été retenu pour accueillir la 7ème Conférence générale de l'ECPR en 2013. Cette conférence, organisée tous les deux ans (Postdam, 2009 ; Reykjavik, 2011), est la plus importante manifestation de science politique en Europe. Près de 3.000 participants sont attendus en 2013. C'est la première fois que cette réunion aura lieu en France depuis sa création, à Kent, en 2001.

Jean-François Verdier

Sur le chemin d'un grand commis de l'État

Jean-François Verdier, administrateur civil hors classe, précédemment Directeur des personnels et de l'adaptation de l'environnement professionnel à Bercy, a été nommé Directeur général de l'Administration et de la Fonction publique (DGAFP) en Conseil des Ministres, le 25 novembre 2009. Cette nomination marque une nouvelle étape dans le parcours professionnel étoffé de l'ancien étudiant de Sciences Po Bordeaux, promotion 1979.

La nomination de Jean-François Verdier à ces nouvelles fonctions lui donne de plein droit une place au Conseil d'Administration de Sciences Po Bordeaux. Cette particularité statutaire de l'Institut va permettre à l'ancien diplômé 1979 de revenir sur les traces de ses premiers pas universitaires, dont le chemin l'a conduit vers les plus grandes écoles du pays : l'École de formation des officiers d'Etat-major Saint-Cyr-Coëtquidan, l'École Nationale d'Administration, promotion Condorcet (1990 - 1992), et l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure (Session 1996/1997). « Les trois années passées à Bordeaux m'ont marqué à plusieurs titres. Il est particulièrement stimulant de découvrir, au bout de quelques mois, que vous suivez un cursus universitaire qui recouvre exactement vos souhaits et votre caractère. J'ai appris à l'Institut de Bordeaux l'art de la rédaction claire et concise ainsi que la manière de bâtir un argumentaire étayé. Enfin, j'y ai fait mon apprentissage «politique», tant au travers de mes responsabilités syndicales, en qualité de secrétaire général d'une «Fédération des Etudiants d'Aquitaine» sans doute disparue aujourd'hui, et de représentant des élèves, que par la présidence de la Corpo de Droit assumée durant deux années ». Jean-François Verdier a rencontré à l'Insti-

tut des camarades de l'époque qu'il côtoie toujours, comme Hervé Coutau-Bégarie ou Sonia Dubourg-Lavroff, ainsi que des professeurs de grand talent (Jean-Louis Seurin, Jacques Ellul, Jacques Lagroye, pour n'en citer que quelques-uns). « Il y avait une ambiance générale de campus à l'américaine qui ressemblait à ce qui devait être mon modèle de l'époque » précise-t-il.

Des rencontres marquantes

Depuis ses débuts professionnels au Ministère de la Défense jusqu'à ses fonctions de Sous-Préfet, Conseiller technique, Chef de cabinet et Directeur de cabinet, Jean-François Verdier a croisé dans sa vie professionnelle de nombreux hommes qui ont été ou qui sont sur le devant de la scène politique : Jean-Pierre Raffarin, Philippe Seguin, Henri Guaino, Christian Jacob... Une expérience hautement enrichissante. « J'ai eu beaucoup de chance de servir ces personnalités. Elles possèdent toutes un point commun, hormis leur proximité avec la majorité politique actuelle, c'est celle d'être des caractères très forts. J'ai côtoyé une immense quantité de ministres et d'hommes ou femmes politiques en vingt ans ; très peu possèdent autant une telle «colonne vertébrale». Art du compromis, fermeté des convictions, finesse d'analyse des situations, habileté manœuvrière... J'ai gagné dix ans d'expérience de vie en travaillant auprès d'elles ». Le parcours du « patron » de la DGAFP est dans la veine de celle des grands commis de l'Etat, qui ont consacré toute leur vie professionnelle « à servir » le pays. Un profil qui semble, sous l'effet conjugué de la Réforme de l'Etat et du style Sarkozy, disparaître au profit de cursus plus hétérogènes, marqués notamment par une expérience dans le privé. Une analyse que ne réfute pas Jean-François Verdier, même s'il n'est pas « de ceux qui prennent systématique-



Jean-François Verdier

ment le secteur privé comme un modèle d'efficacité ou de rationalité dans les processus décisionnels, sans même évoquer l'appréhension des questions liées à la gestion des ressources humaines ». En revanche, il est favorable à l'hétérogénéité des cursus, ce qui passe par des relations et des échanges fréquents avec le secteur privé, mais aussi des parcours croisés avec d'autres secteurs, comme la fonction publique territoriale ou le monde associatif. « Nous avons tous, collectivement, à y gagner, c'est une conviction profonde. Quoi qu'il en soit, l'évolution de notre paysage juridico-administratif signe la fin de la carrière linéaire des fonctionnaires et favorisera demain, à tous points de vue, celles et ceux qui auront fait le choix de la diversité des parcours ». En guise de conclusion, il nous a semblé opportun de demander à Jean-François Verdier les conseils qu'ils dispenseraient aux étudiants actuels de Sciences Po Bordeaux qui souhaiteraient réussir aujourd'hui une belle et longue carrière dans la fonction publique d'Etat. « En premier lieu, avoir la flamme. On ne réussit une carrière, quelle qu'elle soit, qu'à partir de l'instant où l'on est passionné par ce que l'on fait. Ensuite, être audacieux et imaginatif. Venir chercher protection du statut ou obtention d'honneurs dans la fonction publique conduit «droit dans le mur» et au-devant de grandes déceptions. Il faut faire en sorte de choisir sa voie, sa filière ou le sens de son chemin en fonction de ses talents. Vouloir suivre tel ou tel cursus, inversement, en fonction de considérations de tendances du moment ou de ce que l'on croit être le «cursus honorum» idéal ne peut générer que l'échec final dès lors qu'on n'a pas choisi la voie dans laquelle on excelle, même si elle ne paraît pas de prime abord la plus prestigieuse. Et je pourrais citer pêle-mêle l'importance du réseau, de la capacité d'anticipation, de la gestion du temps, de l'accès rapide à l'information, toutes notions parfaitement décrites dans « L'Oraculo manual » de Balthazar Gracian, dès 1647... ».

À l'occasion de sa venue à Sciences Po Bordeaux, le vendredi 16 avril, Jean-François Verdier fera une conférence en début d'après-midi sur les carrières des fonctions publiques. Heure et lieu sur «Allée Ausone».

Le rôle du Directeur général de l'Administration et de la Fonction publique

La Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique a été créée en 1945 en même temps que le statut général des fonctionnaires. Son rôle traditionnel était de veiller à la bonne application dans l'ensemble de la fonction publique des règles de ce statut : carrières, rémunérations, mobilité, dialogue social, etc. Cette mission classique, si elle constitue encore une des facettes de l'activité de Jean-François Verdier, cède peu à peu la place à une fonction de «DRH groupe» de l'Etat et de ses 2,5 millions de fonctionnaires. Son rôle, outre celui de veiller à l'équité entre les fonctionnaires, consiste aujourd'hui à conseiller les ministères, diffuser les bonnes pratiques, impulser les réformes, entretenir un dialogue social de bonne qualité et animer un réseau national et international d'experts de la GRH. À ce titre, le nouveau Directeur mène la réflexion et participe à la négociation relative à tous les grands chantiers des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière), RGPP bien sûr mais aussi réforme des retraites, pouvoir d'achat, réforme de l'administration territoriale, etc. Autant dire que le menu actuel est plus que copieux...

Programme France-Caraïbe

Une filière de formation atypique et spécialisée

Le programme de formation franco-jamaïcaine France-Caraïbe, établi conjointement avec l'Université West-Indies de Kingston et l'Université Antilles-Guyane, vise à doter les étudiants d'un profil de compétence auprès d'acteurs du développement et de la coopération de la zone Caraïbe-Amérique centrale.

Cette formation débouche sur le diplôme de Sciences Po Bordeaux et sur un master Etudes politiques et Coopération internationale. La première promotion du programme France-Caraïbe date de l'année universitaire 2007-2008. Quatre années de gestation ont été nécessaires pour aboutir à ce dispositif original et ambitieux. Celui-ci regroupe en effet des étudiants de deux nationalités (française et jamaïcaine) issus de territoires et de culture différents (métropole, Martinique, Guadeloupe, Jamaïque). Une telle mosaïque pose inévitablement des problèmes académiques et des difficultés logistiques qui ont été résolus grâce à l'opiniâtreté de tous ses protagonistes, que Christine Chivallon, co-responsable du Programme, remercie chaleureusement. Et de citer Robert Lafore, son alter ego dans le projet, qui a été le premier à soutenir le projet alors qu'il était Directeur de l'Institut, et Anne Gaudin, Directrice des Etudes, qui a réussi non sans mal à harmoniser la cohérence universitaire d'une formation tripartite. Elle n'oublie pas non plus le soutien opérationnel du Centre d'études d'Afrique Noire (CEAN) via Christiane Cazenave qui s'occupe de toute l'organisation du Programme. Le cycle d'études se déroule à Bordeaux (première et troisième années), en Martinique la deuxième année et en Jamaïque la quatrième année (les étudiants français valident leur cinquième année d'études à l'Institut). Elle concerne environ une dizaine d'élèves par année universitaire.

Une expertise territoriale et culturelle

Les étudiants du programme bénéficient d'un solide enseignement de culture générale. Ils suivent de surcroît des cours, conférences et travaux centrés sur les différentes composantes des sociétés de la Caraïbe (historique, anthropologie, économie, politique...). Cette formation de haut-niveau aux métiers de la coopération internationale se double d'un programme interculturel, liée à la mobilité des étudiants, mais aussi aux échanges intrinsèques du groupe. « Cette proximité permet aux étudiants de déconstruire par la relation les catégories que l'on applique les uns aux autres » analyse Christine Chivallon, particulièrement attentive aux motivations



Des étudiants témoignent...

André STEPHENS – Jamaïque - 3e année du Programme

« J'ai été informé du Programme par un professeur de français de mon université de Kingston. J'avais le profil souhaité, à la fois parce que je parle français et que je suis sensible aux questions de coopération entre la Caraïbe et l'Europe, et plus particulièrement entre la Jamaïque et la France. J'ai beaucoup apprécié les cours de sociologie, pour comprendre les mécanismes des Relations sociales entre les peuples. J'espère, à l'image de l'aide de l'Ambassade de France à Kingston ou de la bourse accordée par le Ministère de l'Éducation, que le soutien financier aux étudiants de mon pays puisse s'institutionnaliser. »

Axelle FIDELIN – Martinique - 3e année du programme

« Je suis, comme toute une génération de Martiniquais, désireuse de participation à une coopération entre la Caraïbe française et Jamaïcaine, qui souffrent de déficits culturels et économiques. Confronté à une société en crise, j'ai envie qu'une nouvelle donne s'instaure, avec un nouveau souffle et des solutions pérennes, qui passent par des accords entre les régions francophones et anglophones. A ce titre, j'ai apprécié le séminaire pendant le Programme sur la régionalisation et le régionalisme. »

François TARDIF – Limoges - 3e année du programme

« J'ai découvert ce Programme lors de ma rentrée à l'Institut. Cette thématique, qui recoupe le monde de la coopération et des relations internationales, m'a attiré. Il fallait relever le défi d'une nouvelle formation qui offre une réelle mobilité. Celle-ci est riche d'expériences, car vous pouvez confronter immédiatement la théorie et les réalités du terrain. De plus, la découverte des micro-sociétés de la Caraïbe est stimulante. Personnellement, les cours liés aux risques pays m'ont particulièrement marqué. J'ai hâte maintenant de partir en Jamaïque pour la dernière année du Programme. »

Cérémonie officielle de signature de l'accord de coopération pour le « Programme France-Caraïbe » entre Sciences Po Bordeaux, la Direction des Relations internationales et européennes et de la coopération (DREIC) du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, l'Ambassade de France à la Jamaïque, The University of the West Indies et l'Université des Antilles et de la Guyane.





AUSONE CONSEIL vise le label « junior-entreprises »

Une partie de l'équipe d'Ausone Conseil.

Une structure bénéficiant du titre de « Junior-Entreprises », marque déposée, est une association de loi 1901 exclusivement composée d'étudiants proposant des services aux entreprises, aux collectivités locales et aux créateurs. Son activité est à vocation économique mais à but non lucratif. Il en existe environ 140 en France à ce jour¹, principalement dans la sphère des écoles de commerce. Ausone Conseil, association étudiante installée dans les murs de Sciences Po Bordeaux, vise à décrocher ce label. En attendant, elle réalise d'ores et déjà des missions opérationnelles pour le compte « de ses clients ».

Cette association étudiante est née en avril 2009. Elle résulte principalement de l'initiative d'élèves de 4e année de l'époque, aujourd'hui en 5e année. Ces derniers constituent le cœur du Conseil d'Administration d'Ausone Conseil (lire encadré). Cette équipe associe le dynamisme de jeunes gens portés par l'esprit d'entreprise et la rigueur de la gestion. Ces futurs professionnels possèdent déjà pour beaucoup une expérience de terrain, par le biais de stages notamment. Organisé sur le modèle d'un cabinet conseil, Ausone Conseil propose ses services aux collectivités locales et aux entreprises, à travers trois pôles d'expertise en lien direct avec l'enseignement prodigué par Sciences Po Bordeaux : le conseil en affaires publiques, le développement des entreprises sous un angle financier, marketing ou sociétal, et enfin le développement à l'international. Concrètement, cela prend la forme d'études de faisabilité, de veille concurrentielle, sectorielle et juridique, de rapports d'activité et rapports RSE, de revue et dossier de presse thématique... Récemment, l'association bordelaise a effectué une étude de benchmarking pour un projet de coopérative et une étude d'impact pour l'Académie des dirigeants d'Aquitaine. « Avant toute signature de contrat, notre responsable qualité et production, Camille Meriem, veille à la pertinence pédagogique du dossier sur lequel nous nous investissons. Nous préférons refuser une mission que de fournir un travail médiocre » insistent Ségolène Montillon et Victoria Leroy, respectivement secrétaire générale et respon-

sable communication et système d'information d'Ausone Conseil.

Le souci de la crédibilité

L'organisation d'Ausone Conseil et ses procédures internes sont nécessaires à la crédibilité d'une structure qui engage l'image de Sciences Po Bordeaux. Une charte formalise d'ailleurs les obligations des étudiants concernés. Chaque dossier est par ailleurs suivi par un référent universitaire. Enfin, trois ex-étudiants membres de l'équipe dirigeante de l'Association, sortis de l'Institut au terme de leur cursus, figurent au sein d'un Comité Senior. Celui-ci a vocation à épauler les étudiants en place et veiller à la pérennité de l'entité d'une année sur l'autre. L'association doit, à terme, s'installer dans le temps et le paysage aquitain

du conseil, sans pour autant faire de l'ombre aux sociétés en place. Ausone Conseil, présidé par Virginie Masson, réfute en effet toute idée de concurrence déloyale. Les missions confiées à l'Association étudiante n'auraient probablement pas été attribuées à des sociétés ayant pignon sur rue. Quand bien même il existerait un très léger manque à gagner pour ces cabinets, celui-ci sera vite compensé par le possible recrutement de stagiaires ou de collaborateurs de l'association. Ces derniers acquièrent en effet l'expérience incomparable de la conduite de « vrais » projets. Ausone Conseil a déjà réussi un premier challenge, en obtenant le droit de passer dans un délai record « la visite qualité » organisée par la Confédération Nationale des Juniors-Entreprises qui permettra de valider prochainement l'appellation « Junior Création ». Selon le même processus et à condition de répondre aux différents standards de la CNJE¹ il sera ensuite question d'accéder au statut de « Pépinière Junior entreprise » puis, enfin, à celui tant convoité de « Junior-Entreprises ». Bref, un parcours de longue haleine aussi strict et complexe que la création d'une PME. ■

¹ Source Confédération Nationale des Juniors-Entreprises

Une organisation bien rôdée

Ausone Conseil est piloté par un Bureau, un Comité de direction et un Comité Senior. Ces neuf membres se consacrent exclusivement et bénévolement à la gestion, l'organisation et la communication de l'Association. Les prestations sont assurées par des étudiants de l'Institut, membres d'Ausone Conseil et rémunérés pour leur travail. Pour sa première année d'existence, l'Association a tablé sur un prévisionnel de 10.000 euros, lequel doit monter en puissance au fil du temps. Si les locaux sont gracieusement fournis par l'Institut, l'association assume ses frais de communication et de représentation. Association à but non lucratif, la structure a d'ores et déjà réfléchi à l'utilisation de ses possibles bénéfices futurs. Ils pourraient être reversés aux étudiants de l'école sous forme de bourses qui partent à l'étranger dans le cadre de leurs études.

Bureau : Virginie Masson (présidente), Lisa Trdy (vice-présidente), Pierre-Louis Dugenet (trésorier), Ségolène Montillon (secrétaire générale)

Comité de Direction : Camille Meriem (responsable qualité et production), Victoria Leroy (responsable communication et système d'information)

Comité Senior : Pierre Lelièvre (membre fondateur, ancien Président), Lucile Touraine (membre fondateur, ancienne vice-présidente), Benoît Lelann (membre fondateur, ancien Trésorier)

Site de l'association : www.ausoneconseil.com